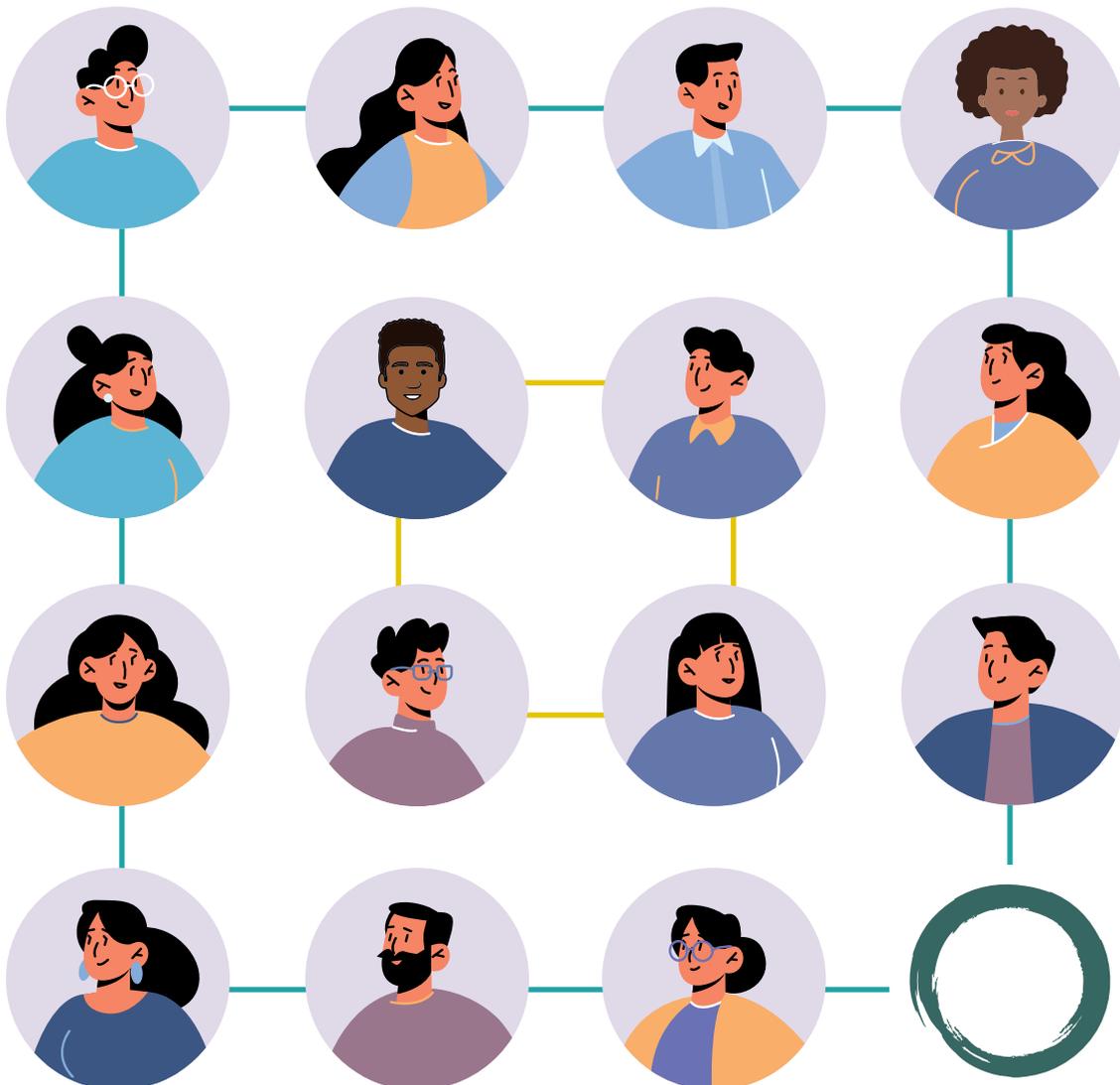




Projet «Politique jeunesse et participation des jeunes dans les politiques publiques en Tunisie»

Résumé

Benchmarking de politiques jeunesse : les cas du Canada/Quebec, des Pays-Bas et du Rwanda



Octobre 2023

Le projet « Politique jeunesse et participation des jeunes dans les politiques publiques en Tunisie - (Fe3il.a 2021-2025) a comme objectif de favoriser l'intégration des jeunes tunisiens de 18 à 35 ans dans les processus décisionnels des politiques publiques du niveau local au national. L'une des actions principales du projet est de soutenir le ministère de la Jeunesse et des Sports de la Tunisie à élaborer une politique nationale de la jeunesse, notamment à travers un mécanisme de concertation inclusif des jeunes.

Ce *Rapport sur les politiques jeunesse à l'étranger* présente une étude comparative de politiques jeunesse qui pourraient inspirer la Tunisie. Les expériences de trois pays (Canada/Québec, Pays-Bas, et Rwanda) qui ont des modèles intéressants de politiques nationales pour les jeunes ont été recensées. Le rapport a été préparé à la suite d'une analyse documentaire et d'entrevues auprès des responsables de ces politiques au Canada, aux Pays-Bas, et au Rwanda.

L'expérience du Canada

Le Canada est une fédération de 38 millions d'habitants où le pouvoir est partagé entre le gouvernement fédéral et dix provinces et trois territoires. En 2016, le processus d'élaboration de la toute première politique jeunesse a débuté avec une consultation nationale menée par le nouveau Secrétariat de la jeunesse avec des jeunes à travers le Canada. Ce processus s'est terminé avec la tenue du Sommet Jeunesse et l'adoption de la politique en 2019.

La *Politique jeunesse du Canada* de 2019 est le cadre général officiel du gouvernement fédéral canadien en matière jeunesse. Elle est principalement mise en œuvre à travers les programmes existants des différents ministères et agences du gouvernement. Le gouvernement fédéral facilite aussi l'opérationnalisation de sa politique en utilisant *l'Analyse comparative entre les sexes plus* (ACS+).

Le suivi et l'évaluation de la politique sont réalisés à travers des rapports annuels ainsi que des rapports plus exhaustifs tous les trois ou quatre ans. *Statistique Canada* a également lancé un nouvel outil de visualisation des données, *Portrait des jeunes au Canada*, qui inclue une vaste gamme de données statistiques récentes sur les jeunes canadiens âgés de 15 à 34 ans.

Le premier ministre du Canada était le ministre de la Jeunesse pour les premières années de son mandat afin de souligner son engagement envers les jeunes. Le *Secrétariat de la jeunesse du Canada* a comme mission de veiller à ce que les opinions des jeunes soient prises en compte par le gouvernement dans l'élaboration de politiques et la prise de décisions. Le *Conseil jeunesse du premier ministre* (CJPM) appuie le gouvernement dans son engagement à écouter les jeunes et à les faire participer au dialogue. Douze *conseils jeunesse sectoriels* ont aussi été créés par les ministères du gouvernement canadien. Un *Comité interministériel sur la jeunesse* formé de directeurs généraux provenant de ces ministères facilite également cette intégration des questions des jeunes dans les programmes gouvernementaux.

L'expérience du Québec

Le Québec est une province francophone du Canada avec une population d'environ 8,5 millions d'habitants. Le gouvernement du Québec adopte une approche combinant deux pratiques en matière de politique jeunesse : des politiques comme déclaration de principes et des plans d'action à plus court terme. Une première politique de la jeunesse est parue en 2001 pour la période 2001-2015. Elle a été exécutée à travers trois plans d'action de trois à cinq ans chacun.

En 2013, le *Secrétariat à la jeunesse du Québec* a débuté le renouvellement de la politique jeunesse de la province. De nombreuses consultations ont été réalisées, basées sur un rapport présentant en détail l'état et l'évolution de la situation des jeunes. Ces consultations ont culminé en 2015 en une table ronde nationale où les représentants des principaux organismes ont exprimé leur avis.

La deuxième politique jeunesse du gouvernement du Québec, la *Politique québécoise de la jeunesse 2030 — Ensemble pour les générations présentes et futures* — a été adoptée en 2016. Elle est le cadre de référence pour le gouvernement et ses partenaires pour la période 2016-2030. La politique est déployée au moyen de stratégies ou plans d'action contenant des mesures ciblées intégrées dans les programmes des ministères et organismes. Le *Plan d'action 2021-2024* prévoit un financement de plus de 130 mesures, dont près de 80 initiatives nouvelles ou bonifiées, totalisant des investissements de plus de 300 millions de dollars sur trois ans.

La *Vitrine statistique sur les jeunes de 15 à 29 ans* est un tableau de bord de la situation des jeunes au Québec qui comprend 60 indicateurs jeunesse permettant de suivre et de mesurer le progrès des objectifs de la Politique jeunesse et du Plan d'action. La *Chaire-réseau de recherche sur la jeunesse du Québec* permet aussi au gouvernement d'évaluer ses actions à partir de données de recherche probantes.

Tout comme le gouvernement fédéral canadien, la politique québécoise de la jeunesse a d'abord été placée sous la responsabilité directe du premier ministre du Québec, avant d'être reprise par un ministre responsable de la jeunesse. Le *Secrétariat à la jeunesse du Québec* est l'agence gouvernementale qui assure le développement et le suivi des politiques jeunesse et plans d'action. Un *Comité interministériel jeunesse* a aussi le mandat de soutenir le Secrétariat à la jeunesse pour la coordination auprès des ministères. À intervalles réguliers, la *Grande rencontre des partenaires* et les *Rencontres Action Jeunesse* permettent un partage d'informations sur des enjeux jeunesse émergents ou prioritaires et le suivi de la mise en œuvre de la politique.

L'expérience des Pays-Bas

Les Pays-Bas ont une population de 17 millions d'habitants et un système décentralisé où les responsabilités sont partagées entre le gouvernement central, douze administrations provinciales, et les municipalités. Le pays utilise une approche législative pour ses interventions en faveur des jeunes. Les Pays-Bas ont défini, à travers différentes législations, un cadre légal pour les actions gouvernementales en soutien aux jeunes.

La *Loi néerlandaise sur l'enfance et la jeunesse* est en vigueur depuis 2015. Cette loi a marqué une réforme significative par la décentralisation des agences de jeunesse, passant des niveaux nationaux et provinciaux aux gouvernementaux locaux. Cette transition du système de prise en charge de l'enfance et de la jeunesse faisait partie d'un processus plus vaste conférant aux municipalités néerlandaises plus de fonctions dans le domaine social.

Les municipalités néerlandaises sont responsables de la mise en œuvre de la loi. Elles gèrent un large éventail de services pour les enfants et les familles, allant des services universels et préventifs aux traitements spécialisés pour les enfants et les jeunes.

Chaque municipalité fonde sa politique sur ce qui est nécessaire au niveau local.

Le *Moniteur de la Jeunesse nationale* permet d'assurer un contrôle et d'informer les décideurs politiques. *Statistics Netherlands* recueille aussi périodiquement des données sur l'utilisation des services aux enfants et aux jeunes dans chaque municipalité. Le gouvernement néerlandais rend compte chaque année de la qualité et de l'accessibilité de tous les soins pour la jeunesse.

Le *ministère de la Santé, du Bien-être et des Sports* est responsable du suivi et collabore avec d'autres ministères qui sont liés à différents domaines de soins et de bien-être pour les enfants et les jeunes. Au niveau national, il existe également un *Conseil national de la jeunesse*. Les 342 *municipalités néerlandaises* responsables de la politique ont aussi formé des *alliances régionales* et coopèrent pour offrir des mesures de protection de l'enfance, de probation de la jeunesse, de soins spécialisés et de soins sécurisés.

L'expérience du Rwanda

Le Rwanda est une république d'Afrique de l'Est avec une population d'environ 13 millions d'habitants. Le pays a réussi à transformer sa société en accordant une attention particulière aux besoins de sa jeunesse et en les plaçant au cœur de son programme politique.

La première politique de la jeunesse du Rwanda a été adoptée officiellement en 2006. En 2015, le *ministère de la Jeunesse* a entrepris de mettre à jour et de renouveler la politique à travers des études sectorielles, des consultations et un atelier national réunissant des représentants d'associations et d'organisations jeunesse ainsi que divers ministères et institutions partenaires.

La nouvelle politique, *National Youth Policy, Towards a HAPPi Generation*, est le cadre d'action gouvernementale en matière jeunesse depuis 2015. Cette politique est un outil majeur pour la réalisation des politiques nationales de développement et de réduction de la pauvreté. Une décentralisation des structures de représentation des jeunes assure également leur mobilisation et leur participation aux prises de décision au niveau des villages, cellules, municipalités, et districts.

La mise en œuvre de la politique repose sur une approche coordonnée et multisectorielle avec les ministères. Plusieurs programmes ont été développés dans des secteurs prioritaires comme l'éducation, la santé, la création d'emplois et l'entrepreneuriat, et la participation citoyenne.

Le *ministère de la Jeunesse* a la mission de créer un environnement favorable et d'agir en tant que catalyseur et facilitateur pour l'autonomisation socio-économique des jeunes. Le *National Youth Council (NYC)* est une plateforme qui rassemble les jeunes et facilite leur participation active dans le processus de prise de décision.

Quelques observations qui découlent de ces exemples

Choisir une approche de politique jeunesse adaptée au contexte — Une politique générale comme celle du gouvernement fédéral canadien fournit une orientation stratégique et une vision globale des actions à engager, laissant une certaine flexibilité dans la mise en œuvre et l'adaptation aux réalités changeantes. Le Rwanda a opté pour une approche plus opérationnelle facilitant la mise en place d'une politique avec des programmes et projets spécifiques. Le Québec a un modèle hybride avec une politique jeunesse qui établit les grandes orientations et principes à long terme (sur 15 ans) et des plans d'actions jeunesse pour identifier les actions à entreprendre à court terme (de 3 à 5 ans). L'approche néerlandaise est basée sur un cadre législatif et la décentralisation des pouvoirs de décision et les responsabilités des questions jeunesse vers les municipalités et les provinces.

Démontrer une forte volonté politique — Les expériences de développement de politiques jeunesse ont montré qu'un important leadership politique de la part du chef du gouvernement est d'une influence majeure pour la préparation d'une politique jeunesse dans un pays, particulièrement pour donner une impulsion au début du processus.

Baser la politique sur des enquêtes détaillées — Les études et recherches exhaustives et actualisées sur les problématiques vécues par les jeunes jouent un rôle central dans le processus d'élaboration des politiques publiques. Des analyses approfondies et des perspectives diverses sur les réalités des jeunes permettent de comprendre certaines des principales

préoccupations des jeunes avant d'entamer un processus de consultation.

Impliquer et mener des consultations étendues avec les jeunes à toutes les étapes — Des consultations élargies lors de la préparation de la politique jeunesse offrent une plateforme inclusive où les jeunes, les organisations de jeunesse et les parties prenantes concernées peuvent participer activement à la formulation des politiques qui les touchent directement. Elles permettent que la politique jeunesse soit véritablement représentative et favorisent une appropriation des politiques par les jeunes eux-mêmes, renforçant ainsi la légitimité de la politique.

Assurer la représentation de tous les catégories et groupes de jeunes — Les exemples exposent la nécessité de consulter toutes les catégories sociales des jeunes lors de l'élaboration d'une politique jeunesse afin de garantir une approche inclusive et équitable. En veillant à ce que la politique intègre les identités intersectionnelles et les différentes réalités socio-économiques, on reconnaît la diversité des expériences vécues par les jeunes, incluant les groupes marginalisés.

Garder un langage simple et direct — Les exemples démontrent l'importance d'utiliser un langage non bureaucratique dans les consultations et la rédaction des politiques jeunesse, en évitant d'« infantiliser » la manière de communiquer avec eux. En utilisant un langage clair, accessible et dénué de jargon administratif, les politiques jeunesse deviennent plus compréhensibles et engagent davantage les jeunes.

Créer un événement fondateur pour lancer la politique — Les études de cas montrent que des événements nationaux, tels que les forums ou sommets, jouent un rôle important à la fin du processus d'élaboration d'une politique jeunesse dans la mobilisation et l'engagement autour de ces politiques.

Assurer une mise en œuvre en ajustant des programmes actuels et avec des actions spécifiques — Certains pays ont adapté les programmes existants de différents ministères en intégrant spécifiquement la question jeune. D'autres politiques jeunesse établissent des programmes destinés aux jeunes. Une approche hybride permet de bénéficier des avantages des deux modèles.

Utiliser des outils pour constamment intégrer la question jeunesse dans les politiques publiques — L'utilisation de techniques comme l'Analyse compara-

tive entre les sexes plus (ACS+) ou la Clause d'impact jeunesse favorise une meilleure prise en compte, en continu, de la question jeunesse dans l'élaboration des politiques publiques.

Créer des outils de suivi et d'évaluation des politiques — Des méthodes de visualisation des données, tels que Portrait des jeunes au Canada ou la Vitrine statistique sur les jeunes au Québec, offrent la possibilité de mesurer l'effet à plus long terme d'une politique.

Exercer un leadership à partir du « centre du gouvernement » — Les divers exemples montrent l'utilité d'un mécanisme central, tel qu'un secrétariat à la jeunesse, en étroite proximité du bureau du chef du gouvernement, pour mettre en œuvre efficacement une politique jeunesse et assurer une coordination entre les différents ministères et organismes impliqués.

Établir un Conseil de la jeunesse — La plupart des pays ont mis sur pied et soutiennent un conseil national de la jeunesse afin d'inclure les voix et les perspectives des jeunes dans le processus décisionnel. Un tel conseil offre un espace dédié pour les jeunes et constitue un processus de consultation continue, garantissant que les politiques jeunesse restent pertinentes et adaptées aux besoins changeants des jeunes.

Avoir des structures de coordination à différents niveaux à l'intérieur du gouvernement — Les illustrations du Canada et du Québec exposent aussi la pertinence de mettre en place plusieurs mécanismes au sein d'un gouvernement pour une coordination efficace de la politique jeunesse.

L'importance de l'ancrage local des politiques jeunesse — Finalement, les exemples du Rwanda et des Pays-Bas montrent comment un fort arrimage au niveau local permet de répondre de manière plus précise aux besoins et aux aspirations des jeunes au sein d'une communauté ou d'une région particulière.

عملية إعداد السياسات الشبابية من حيث التعبئة والالتزام بهذه السياسات.

ضمان تنفيذ السياسات من خلال تعديل البرامج الحالية واتخاذ إجراءات محددة - قامت بعض الدول بتكييف البرامج الحالية لمختلف وزاراتها عبر إدراج قضية الشباب ضمنها، في حين تتضمن سياسات شبابية أخرى برامج تستهدف الشباب خصيصاً. تتيح المقاربات المختلطة الاستفادة من مزايا كلا النموذجين.

الاعتماد على أدوات محددة لإدراج قضايا الشباب في السياسات العامة على الدوام - يضمن استخدام تقنيات محددة، مثل التحليل القائم على النوع الاجتماعي أو «بند تأثير الشباب» النظر بشكل أفضل ومستمر في الدور الذي يمكن للشباب لعبه في إعداد السياسات العامة.

استحداث أدوات لرصد السياسات وتقييمها - تتيح أساليب عرض البيانات، مثل «Portrait des Jeunes au Canada» في كندا أو العرض الإحصائي للشباب في كيبك، إمكانية قياس أثر السياسة على المدى البعيد.

ممارسة القيادة من «مركز الحكومة» - تبرهن مختلف الأمثلة مدى أهمية وجود آلية مركزية تعمل عن كثب مع مكتب رئاسة الحكومة، مثل أمانة الشباب، لتنفيذ السياسة الشبابية بشكل فعال وضمان التنسيق بين مختلف الوزارات والمنظمات المعنية.

إنشاء مجلس للشباب - قامت معظم الدول بإنشاء مجلس وطني للشباب وحرصت على دعمه، وذلك في إطار المساعي لإدراج أصوات الشباب ووجهات نظرهم في عملية صنع القرار. تخصص مثل هذه المجالس مساحة للشباب في إطار عملية تشاورية مستمرة، مما يضمن ملاءمة السياسات الشبابية مع المستجدات واستجابتها لاحتياجات الشباب المتغيرة.

وجود هياكل تنسيقية على مستويات مختلفة داخل الحكومة - يوضح مثلاً كندا وكيبك مدى أهمية إنشاء عدة آليات داخل الحكومة لتنسيق السياسة الشبابية بشكل فعال.

أهمية ترسيخ السياسات الشبابية على المستوى المحلي - أخيراً، يظهر المثالان الرواندي والهولندي كيف أن الترسخ المتجذر للسياسات على المستوى المحلي يمكن من الاستجابة بشكل أكثر دقة لاحتياجات الشباب وتطلعاتهم داخل «مجتمع أو إقليم معين».

المدى (أكثر من 15 عاماً) وخطط عمل الشباب من أجل تحديد الإجراءات التي سيتم اتخاذها على المدى القصير (3 إلى 5 سنوات). وأما المقاربة الهولندية، فيعتمد على الإطار التشريعي وعلى لامركزية سلطات صنع القرار وإيكال المسؤوليات المتعلقة بقضايا الشباب للبلديات والمقاطعات.

إظهار الإرادة السياسية القوية - أظهرت التجارب القائمة في مجال وضع السياسات الشبابية أن إبداء رئاسة الحكومة لدورها القيادي في المجال السياسي يؤثر تأثيراً كبيراً على عملية إعداد سياسة شبابية في إحدى الدول، لا سيما من حيث إعطائها زخماً في بداية العملية.

الاعتماد على بحوث مفصلة في عملية إعداد السياسات الشبابية - تلعب الدراسات والبحوث الشاملة والحديثة المجرأة بشأن شواغل الشباب دوراً مركزياً في عملية إعداد السياسات العامة، وتتيح التحليلات المتعمقة ووجهات النظر المتنوعة حول واقع الشباب فهم بعض هواجسهم الرئيسية، قبل البدء في عملية الاستشارة.

إشراك الشباب وإجراء استبيانات واسعة النطاق معهم في جميع مراحل عملية إعداد السياسة - تمثل المشاورات واسعة النطاق المجرأة عند إعداد السياسات الشبابية منبراً شاملاً حيث يمكن للشباب والمنظمات الشبابية والجهات المعنية المشاركة بشكل فعال في صياغة السياسات التي تؤثر عليهم بشكل مباشر، كما تضيف إلى السياسة صبغة تمثيلية فعلية وتشجع الشباب على تولي زمام أمور السياسات بأنفسهم، وبالتالي تعزيز شرعيتها.

ضمان تمثيل كافة الفئات والمجموعات الشبابية - تسلط مختلف الأمثلة سالفة الذكر الضوء على الحاجة إلى استشارة جميع الفئات الاجتماعية للشباب عند إعداد سياسة شبابية، وذلك لضمان اعتماد مقاربة شاملة ومنصفة. يعكس إدماج مختلف الهويات المتقاطعة والحقائق الاجتماعية والاقتصادية الإقرار بتنوع تجارب الشباب، بما في ذلك الفئات المهمشة.

استخدام لغة بسيطة ومباشرة - توّضح الأمثلة أهمية استخدام لغة غير بيروقراطية أثناء الاستشارات وعند صياغة السياسات الشبابية، وتجنب «استصغارهم» عبر تبسيط طريقة التواصل معهم. يمكن استخدام لغة واضحة في تناول الجميع وخالية من المصطلحات الإدارية من جعل السياسات الشبابية أكثر قابلية للفهم ويضمن مزيد إشراك الشباب.

تنظيم تظاهرة رئيسية تأسيسية لتدشين السياسة - تظهر دراسات الحالة أن التظاهرات الوطنية، مثل المنتديات أو مؤتمرات القمة، تلعب دوراً مهماً في نهاية

والبالغ عددها 342، تحالفات إقليمية وأنشأت علاقات تعاون لضمان تداير حماية الأطفال ومراقبة سلوكيات الشباب وتوفير خدمات الرعاية المتخصصة والأمنة.

التجربة الروانديّة

تقع جمهورية رواندا شرق إفريقيا، ويبلغ عدد سكانها حوالي 13 مليون نسمة. وقد نجحت في تحقيق نقلة نوعية في مجتمعها من خلال إيلاء اهتمام خاص لاحتياجات شبابها ووضعهم في صميم برنامجها السياسي.

تم اعتماد أول سياسة شبابية في رواندا بشكل رسمي في عام 2006. وفي عام 2015، تعهدت وزارة الشباب بتحديث سياستها وإكسائها حلّة جديدة من خلال الدراسات القطاعية والمشاورات وورشّة عمل وطنية تضم ممثلين عن الجمعيات والمنظمات الشبابية، بالإضافة إلى مختلف الوزارات والمؤسسات الشريكة.

تمثّل السياسة الجديدة المسماة «السياسة الوطنية للشباب» والحاملة لشعار «نحو جيل سعيد» إطار العمل الذي تتناول فيه الحكومة شؤون الشباب منذ عام 2015، وتعدّ أداة رئيسية لتنفيذ السياسات الوطنية للتنمية والحد من الفقر. كما تضمن الصبغة اللامركزية لهياكل تمثيل الشباب تعبئة هذه الفئة وإشراكها في صنع القرار على مستوى القرى والخلايا والبلديات والمقاطعات.

يستند تنفيذ هذه السياسة إلى تنسيق الجهود مع الوزارات في عديد القطاعات، وقد تم بالفعل وضع العديد من البرامج في القطاعات ذات الأولوية، مثل التعليم والصحة وخلق فرص العمل وريادة الأعمال ومشاركة المواطنين.

تتمثل مهمة وزارة الشباب في تهيئة بيئة ملائمة لتمكين الشباب والعمل على تحفيزه وتيسيره على الصعيدين الاجتماعي والاقتصادي، ويعمل المجلس الوطني للشباب على جمع هذه الفئة تحت مظلة واحدة وتسهيل مشاركتها النشطة في عملية صنع القرار.

بعض الملاحظات المنبثقة عن هذه الأمثلة

الحاجة إلى اعتماد مقارنة مكثّفة مع السياق في إطار السياسة الشبابية - تقدّم السياسات العامة، على غرار تلك المعتمدة من قبل الحكومة الفيدرالية الكندية، توجيهها استراتيجيا ورؤية شاملة للإجراءات التي سيتم اتخاذها، مما يتيح قدرا من المرونة في عملية التنفيذ والتكيف مع الحقائق المتغيرة. أمّا رواندا، فقد اختارت نهجا أكثر عمليّة لتسهيل تنفيذ سياسة ذات برامج ومشاريع محددة. وأمّا كيبك، فتعتمد نموذجا مختلطا من السياسات الشبابية التي تحدد التوجهات والمبادئ الرئيسية طويلة

على غرار الحكومة الفيدرالية الكندية، تم إدراج السياسة الشبابية في كيبك في بادئ الأمر ضمن المسؤولية المباشرة لرئيس وزراء المقاطعة، قبل أن يتم نقلها إلى وزير الشباب. تمثّل أمانة الشباب في كيبك الوكالة الحكومية المسؤولة عن إعداد السياسات الشبابية وخطط العمل الخاصة بها والسهر على متابعة تنفيذها، بدعم من لجنة الشباب المشتركة بين الوزارات، لا سيما فيما يتعلق بمهام التنسيق. وأخيرا، تسمح الاجتماعات رفيعة المستوى بين الشركاء ومبادرة «Rencontres Action Jeunesse» (اجتماعات عمل الشباب) المنظمة بشكل دوري بتبادل المعلومات حول القضايا الناشئة أو ذات الأولوية في مجال شؤون الشباب ومراقبة تنفيذ السياسة الشبابية.

التجربة الهولندية

يبلغ عدد سكان هولندا 17 مليون نسمة، وتعتمد نظام اللامركزية، حيث يتم تقاسم المسؤوليات بين الحكومة المركزية واثنى عشرة إدارة إقليمية والبلديات. كما تعتمد نهجا تشريعيًا في تدخلاتها لصالح الشباب، إذ استندت إلى تشريعات مختلفة من أجل وضع إطار قانوني يحكم الإجراءات الحكومية الرامية لدعم الشباب.

دخل قانون الأطفال والشباب الهولندي حيز التنفيذ منذ عام 2015، ويمثّل أحد أبرز الإصلاحات المنفذة في البلاد، لا سيما وأنه نجح في جعل الوكالات الشبابية لا مركزية على المستوى الوطني وعلى مستوى المقاطعات والحكومات المحلية. وقد مثّل هذا التحول في نظام التكفل بالأطفال والشباب جزءا من عملية أكبر تتحمّل بموجبها البلديات الهولندية المزيد من المهام في المجال الاجتماعي.

تتولى البلديات الهولندية مسؤولية تنفيذ القانون، فتقدّم مجموعة واسعة من الخدمات للأطفال والأسر، بدءا من الخدمات الشاملة والوقائية وحتى العلاجات المتخصصة للأطفال والشباب. وتقوم كل بلدية بوضع سياسة عملها في ضوء الاحتياجات المرصودة على المستوى المحلي.

يتكفل المرصد الوطني للشباب بمهامّ المراقبة وإبلاغ صناع القرار السياسي، وتقوم هيئة الإحصاء الهولندية أيضا بجمع البيانات الخاصة بالخدمات المقدّمة للأطفال والشباب في كل بلدية بشكل دوري. كما تقدم الحكومة الهولندية تقارير سنوية عن جودة جميع خدمات الرعاية المتاحة للشباب وإمكانية الوصول إليها.

تتولّى وزارة الصحة والرعاية والرياضة المهامّ الرقابية وتحرص على التعاون مع الوزارات الأخرى الناشطة في مجالات الرعاية والرفاه لصالح الأطفال والشباب. كما تمّ، على الصعيد الوطني، إنشاء مجلس وطني للشباب، وشكّلت البلديات الهولندية المسؤولة عن تنفيذ السياسة،

السنوات الأولى من ولايته. من جهة أخرى، تتمثل مهمة أمانة الشباب الكندية في الحرص على أن تأخذ الحكومة آراء الشباب بعين الاعتبار عند وضع السياسات وصنع القرارات. يدعم مجلس الشباب التابع لرئيس الوزراء الحكومة في التزامها بالإصغاء إلى مشاغل الشباب وإشراكهم في الحوار، في حين عملت الوزارات الكندية على إنشاء اثني عشر مجلساً قطاعياً للشباب. كما تمّ تشكيل لجنة وزارية مشتركة معنية بالشباب تضمّ مدراء عامين من الوزارات سالفة الذكر وتعمل على تسهيل دمج قضايا الشباب في البرامج الحكومية.

تجربة كيبيك

كيبيك هي مقاطعة كندية فرنكوفونية يبلغ عدد سكانها حوالي 8,5 مليون نسمة. من حيث سياستها الشبابية، تتبّع حكومة كيبيك مقاربة مزدوجة الممارسة، فتعتمد، أولاً، على السياسات باعتبارها إعلاناً للمبادئ، وثانياً، على خطط عمل قصيرة المدى. تمّ وضع أول سياسة شبابية في هذه المقاطعة عام 2001 للفترة الممتدة من 2001 إلى 2015، وتم تنفيذها من خلال ثلاث خطط عمل تراوحت مدة كل منها بين ثلاث وخمس سنوات.

في عام 2013، شرعت أمانة شباب كيبيك في تجديد سياستها الشبابية في كامل المقاطعة، فتمّ إجراء العديد من الاستشارات بالاعتماد على تقرير مفصل عن وضعية الشباب وتطورها عبر الزمن. وتوجت هذه المشاورات بعقد مائدة مستديرة وطنية في عام 2015 عبّر خلالها ممثلو المنظمات الرئيسية عن آرائهم.

وفي عام 2016، تمت المصادقة على السياسة الشبابية الثانية لحكومة كيبيك تحت شعار «سياسة شباب كيبيك 2030 - معا من أجل أجيال الحاضر والمستقبل». تمثل هذه السياسة الإطار المرجعي للحكومة وشركائها للفترة الممتدة من 2016 إلى 2030، ويتمّ تعميمها من خلال استراتيجيات أو خطط عمل تنطوي على تدابير مستهدفة يتمّ إدماجها في برامج الإدارات والوكالات. وتنصّ خطة العمل للأعوام 2021-2024 على تخصيص تمويل يقدر بـ 300 مليون دولار على مدى ثلاث سنوات لتنفيذ أكثر من 130 إجراء، بما في ذلك قرابة 80 مبادرة جديدة أو مبادرات بحاجة للدعم.

يقدم العرض الإحصائي للشباب الذين تتراوح أعمارهم بين 15 و29 سنة مجموعة من المعلومات عن حالة الشباب في كيبيك، ويتضمّن 60 مؤشراً شبابياً يمكن من رصد وقياس التقدم المحرز نحو أهداف السياسة الشبابية وخطة العمل. كما تتيح شبكة الكراسي البحثية الدارسة لوضع الشباب في كيبيك الفرصة للحكومة لتقييم إجراءاتها بالاستناد إلى أدلة بحثية قاطعة.

يهدف مشروع «السياسة الشبابية ومشاركة الشباب في السياسات العمومية في تونس - فاعلة» (2021 - 2025) إلى تعزيز إدماج الشبان التونسيين الذين تتراوح أعمارهم بين 18 و35 سنة في عمليات صنع القرار الخاصة بالسياسات العمومية، سواء على الصعيد المحلي أو الوطني. يتمثل أحد محاور الاهتمام الرئيسية للمشروع في دعم جهود وزارة الشباب والرياضة التونسية الرامية لوضع سياسة وطنية للشباب، لا سيما عبر الاعتماد على آلية تشاور جامعة للشباب.

يتمحور هذا التقرير حول السياسات الشبابية المعتمدة خارج تونس والتي قد تمثل مصدر إلهام لها. في هذا الصدد، سنسلط الضوء على تجارب ثلاثة دول محددة (كندا/ كيبيك وهولندا ورواندا)، لما لها من نماذج مثيرة للاهتمام في مجال السياسات الشبابية الوطنية. وقد تم إعدادها في أعقاب تحليل مجموعة من الوثائق وإجراء مقابلات مع المسؤولين عن هذه السياسات في الدول الثلاث آنفة الذكر.

التجربة الكندية

تتمثل كندا في اتحاد يبلغ عدد سكانه 38 مليون نسمة، وتتوزع السلطات فيها بين الحكومة الفيدرالية وعشر مقاطعات وثلاثة أقاليم. في عام 2016، انطلقت عملية وضع سياسة شبابية تعدّ الأولى من نوعها على الإطلاق عبر إجراء مشاورات وطنية بقيادة أمانة الشباب الجديدة وبمشاركة شبّان وشابات من جميع أنحاء كندا، وتوجت هذه المبادرة بعقد قمة الشباب والمصادقة على السياسة الشبابية في عام 2019.

تمثل السياسة الشبابية الكندية لسنة 2019 الإطار العام الرسمي لعمل الحكومة الفيدرالية الكندية في مجال شؤون الشباب، ويتم تنفيذها، في المقام الأول، بالاعتماد على البرامج القائمة لمختلف الوزارات والوكالات الحكومية. كما تعمل الحكومة الفيدرالية على تسهيل تفعيل سياستها باستخدام أداة التحليل القائم على النوع الاجتماعي.

يتم متابعة السياسة وتقييمها من خلال التقارير السنوية، فضلا عن تقارير أخرى أكثر استفاضة يتم إعدادها كل ثلاث أو أربع سنوات. كما أطلقت هيئة الإحصاء الكندية أداة جديدة لتصوير البيانات تحمل اسم «Portrait des Jeunes au Canada» (لمحة عن الشباب في كندا)، وتتضمن مجموعة واسعة من البيانات الإحصائية الحديثة عن الشباب الكنديين المتروحة أعمارهم بين 15 و34 سنة.

سعيًا منه لتأكيد التزامه تجاه الشباب، قرّر رئيس الوزراء الكندي الاضطلاع بمهام رئاسة وزارة الشباب في



Ministry of Foreign Affairs

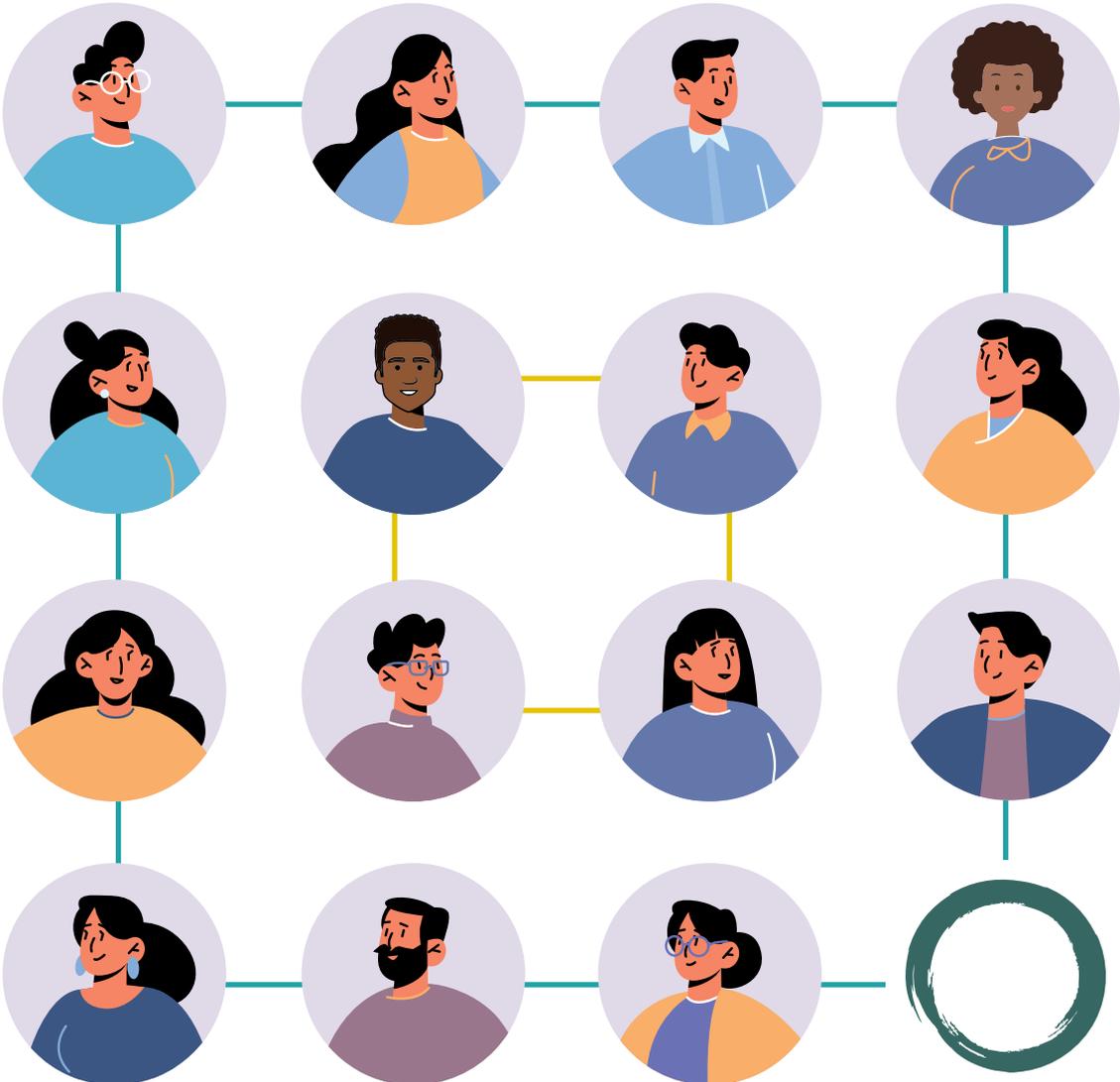


مشروع «السياسة الشبابية ومشاركة الشباب في السياسات العمومية في تونس»

ملخص

مقارنة مرجعية للسياسات الشبابية:

دراسة حالات كندا/ كيبيك وهولندا ورواندا



أكتوبر 2023